

Vingt ans après la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le bilan de l'inclusion des élèves en situation de handicap n'est pas bon.

- Le nombre insuffisant d'AESH, leur absence de formation satisfaisante, leur précarité et leurs très faibles rémunérations nuisent au bon accompagnement et à une inclusion réussie des élèves.
- La "hiérarchie des bureaux" fait l'autruche tant qu'il n'y a pas d'accident grave, laissant les personnels seuls face à leur éthique, leurs responsabilités sociales et juridiques, leur épuisement.
- Face à cet épuisement, l'institution préfère culpabiliser les personnels plutôt que d'admettre que le système de l'inclusion dysfonctionne par manque de moyens, d'accompagnement, de formations.
- L'inclusion, telle qu'elle est gérée actuellement, pèse sur l'ensemble des équipes pédagogiques, vide de sens le métier et propage le rejet de la profession y compris chez les candidats aux concours.
- Le manque de places dans les structures spécialisées que sont les IME et les ITEP sature les classes ordinaires et y scolarise des élèves qui ne sont pas préparés ou adaptés à leur fonctionnement.
- Les Pôles d'Appui à la Scolarité ne semblent être qu'un instrument de reformulation des notifications des MDPH dans le seul but de limiter les créations de poste et de places supplémentaires.
- Enfin, les PAP dont la finalité est, au mieux, d'acheter la paix sociale des parents, au pire d'avoir à éviter de prendre en charge des troubles de l'apprentissage qui nécessiteraient encore plus d'AESH.

Face à ce constat, que tout un chacun peut faire sur le terrain, que faudrait-il faire ?

- Il faudrait titulariser les AESH, à temps plein, avec de vraies rémunérations. Malheureusement, dans le contexte budgétaire actuel (et futur), et alors que les Maitres Auxiliaires n'ont jamais été titularisés sans concours, la titularisation sans condition de 150.000 AESH reste une utopie...
- Il faudrait prendre en compte le mal-être des personnels pris entre la hiérarchie, les parents, les élèves, leur éthique. Malheureusement, une croyance tenace parmi de nombreux décideurs veut qu'il coûterait moins cher de culpabiliser et d'inspecter les personnels que de les soutenir.
- Il faudrait apporter une meilleure formation à tous les intervenants des dispositifs de l'inclusion. Malheureusement, c'est un vœux pieu puisque temps de formation et budgets manquent mais aussi parce que le "toujours plus" ne peut pas résoudre les comportements violents.
- Il faudrait un renforcement des structures spécialisées parce que tous les inclus ne sont pas nécessairement incluables dans la classe et parce que ceux qui représentent un danger réel pour les autres élèves doivent être placés dans des institutions dédiées avec des personnels spécialisés.

Vous l'aurez compris, le SENRES n'est pas contre l'Inclusion mais contre l'inclusion telle qu'elle est pratiquée actuellement : une inclusion sans moyens humains, sans budget, sans respect et sans éthique qui ne satisfait personne puisqu'elle ne crée que frustration, épuisement et rejet.

Il est donc indispensable que cette "inclusion" évolue rapidement afin d'atteindre son but : inclure les jeunes en situation de handicap dans la société sans créer les bases de leur rejet futur.